

CONVENTION DE COTUTELLE INTERNATIONALE DE THÈSE DE DOCTORAT
ENTRE L'UNIVERSITÉ DE CY CERGY PARIS ET L'UNIVERSITÉ NATIONALE DE COLOMBIE
POUR L'ÉTUDIANTE MARÍA JIMENA CASTAÑEDA FEBVRE

Entre :

L'Université d'origine : **CY Cergy Paris Université**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, représenté par son Président, Monsieur le Professeur **François GERMINET**, sise 33 Boulevard du Port 95011 CERGY-PONTOISE France, N° siret 130 025 976 00015, désigné ci-après comme " le partenaire " ou CY

et

L'Université d'accueil : **L'Université Nationale de Colombie**, entité universitaire autonome d'ordre national, liée au ministère colombien de l'Éducation nationale, actuellement régie par le décret 1210 de 1993, représentée par sa rectrice, Madame la Professeure **Dolly MONTOYA CASTAÑO**, nommée par la résolution n° 018 de 2021 et l'acte de possession n° 001 de 2021, agissant conformément à l'article 15^o de l'accord 011 de 2005, à l'article 13 du décret 1210 de 1993 et à l'article 3 du Manuel de Conventions et contrats adoptés par la Résolution du rectorat n° 018 de 2021, sise à Carrera 45 n° 26-85, Edificio Uriel Gutiérrez, Bogotá D.C. Colombie.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires précités dans le présent document collaboreront dans le cadre d'une cotutelle internationale de thèse de doctorat, en vertu de :

- L'arrêté français du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités de délivrance du diplôme national de doctorat.
- Le code de l'éducation, notamment ses articles L123-7, L612-7, D123-12, D123-13, D123-14;
- le décret n° 2002-482 du 8 avril 2002 modifié par le décret n°2004-703 du 13 juillet 2004 portant application au système français d'enseignement supérieur de la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur ;
- l'arrêté ministériel du 18 janvier 1994 relatif à la création d'une procédure de cotutelle de thèse entre établissements supérieurs français et étrangers

et de la législation propre au partenaire **Université Nationale de Colombie** :

- L'Accord n° 033 de 2007 du Conseil Supérieur Universitaire, dans lequel sont établies les règles fondamentales concernant le processus de formation des étudiants de l'Université Nationale de Colombie.
- L'Accord n° 008 de 2008 du Conseil Supérieur Universitaire, par lequel est adopté le Statut Étudiant de l'Université Nationale de Colombie dans ses dispositions académiques.

- La résolution du Rectorat n° 1551 de décembre 2014, par laquelle est adopté le Manuel de Contrats de l'Université Nationale de Colombie.
- L'Accord n° 033 de 2008 du Conseil Supérieur Universitaire, qui régit les épreuves finales, la thèse et les examens de qualification des programmes de troisième cycle.

Le présent accord est spécifique à la cotutelle internationale de la thèse en **Études Hispanophones** (France) et du **Doctorat en Art et Architecture** (Colombie) intitulée :

« Le cinéma colombien transnational (2003/2019) :

Poétisation de la violence et naissance d'une identité cinématographique »

Sujet et objectifs de la Thèse : Le cinéma colombien contemporain a connu une résurgence spectaculaire depuis le début du XXI^e siècle. Le travail vise à dresser un panorama de la constellation de cinéastes participant à cette renaissance du cinéma colombien. L'objectif principal de cette recherche est d'établir les éléments permettant de comprendre comment, grâce à une poétisation de la violence, émerge une identité cinématographique nationale dans les films colombiens produits entre 2003 et 2019. Le travail étudiera les films de fiction des auteurs les plus représentatifs de ce courant esthétique présents dans les circuits de distribution européens. Il analysera les aspects narratifs et thématiques novateurs de cette cinématographie et leur relation avec le contexte socio-historique contemporain de la Colombie. Les films du corpus participent à une nouvelle écriture de l'histoire colombienne. Jouant un nouveau rôle dans la production de mémoire, chaque film offre une expérience d'altérité permettant d'observer la diversité culturelle et sociale de la Colombie d'une manière différente. Outre les aspects thématiques et esthétiques inhérents à ce cinéma, seront abordées les questions de production, de diffusion et de légitimation de cette production cinématographique à l'échelle nationale et internationale afin de voir dans quelle mesure la production et la circulation transnationales de ces films affectent leurs contenus et esthétiques.

Réalisée par Mme Maria Jimena CASTAÑEDA FEBVRE, désignée ici comme " la doctorante ", à l'**Ecole Doctorale AHSS** " Arts, Humanités, Sciences Sociales " de l'**Université CY Cergy Paris**¹.

Adresse dans le pays d'origine : 1 Rue du Parc, 17137 Esnandes, France.

Adresse dans le pays d'accueil : Cra 11 # 78-22 apto 802, Bogotá, Colombia.

Adresse E-mail : maria-jimena.febvre@cyu.fr

Les laboratoires hôtes sont les suivants :

- A l'université d'origine : UMR n°9022 HÉRITAGES - Culture/s, Patrimoine/s, Création/s, 33 boulevard du Port, 95011 Cergy-Pontoise, France.
- A l'université partenaire : Faculté des Arts - Doctorat en Art et Architecture, Carrera 30 No. 45-03, Edificio 314, Bureau 113, Bogotá D.C. Colombie.
- À l'**Université Nationale de Colombie**, la doctorante sera inscrite en Doctorat en Art et Architecture à la faculté des Arts du campus de Bogota.

¹ La Doctotante est rattachée à l'université d'origine sous la figure de « doctorante contractuelle », qui signifie un contrat de recherche doctorale de trois ans à temps plein. Ce type de contrat est pris en compte dans la législation française.

- A l'**Université CY Cergy Paris**, la candidate sera inscrite en Doctorat en Études Hispanophones.

Les directeurs de thèse sont :

-A l'université française : **Mme Julie AMIOT-GUILLOUET**, Professeur, UFR LEI, CY Cergy Paris Université, julie.amiot-guillouet@cyu.fr (taux d'encadrement : 100%)

-À l'université colombienne : **M. Francisco MONTAÑA IBÁÑEZ**, Professeur associé - Institut de Recherches Esthétiques de la Faculté des Arts de l'Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, fmontanai@unal.edu.co (taux d'encadrement : 100%)

Ou toute personne exerçant ses fonctions à titre temporaire ou permanent.

1) Dispositions administratives

Article 1 : La doctorante sera inscrite en doctorat dans chacun des deux établissements signataires de l'accord de cotutelle internationale à partir de l'année 2021/2022. La doctorante sera inscrite administrativement dans chacune des deux institutions une fois toutes les conditions nécessaires à son inscription remplies. La durée attendue de ses travaux est, sauf annulation approuvée par les personnes responsables dans chaque institution, de trois ans. En cas de résiliation anticipée de cette convention de cotutelle de thèse de doctorat, la doctorante décidera dans laquelle des deux universités elle souhaite terminer ses études, sous réserve que l'université accepte qu'elle poursuive sa thèse.

Article 2 : La doctorante s'engage à régler chaque année le montant des droits d'inscription, soit à l'université française, soit à l'université partenaire, selon les modalités suivantes :

Ces dispositions sont convenues dans le présent accord, pour chaque cas :

Année 2021/2022 : CY Cergy Paris Université

Année 2022/2023 : Université Nationale de Colombie

Année 2023/2024 : CY Cergy Paris Université

La doctorante doit être obligatoirement inscrite chaque année dans les deux institutions partenaires de la présente convention.

L'étudiante doit payer la CVEC² uniquement lorsqu'elle paie ses droits d'inscription à CY.

Cette convention prendra effet si l'étudiante bénéficie du financement offert par l'Université CY Cergy Paris. Si d'autres aides financières ou bourses sont disponibles dans l'une ou l'autre université, celles-ci fourniront à la candidate les conseils nécessaires pour en faire la demande.

Article 3 : La doctorante est soumise à la réglementation en vigueur en matière de couverture sociale du pays où sont payés les droits d'inscription. Lorsqu'elle est exemptée, elle doit également justifier d'une couverture similaire, et en fournir les justificatifs lors de son inscription administrative dans chaque établissement. Elle

² « Contribution à la vie étudiante et à la vie du campus ». Depuis l'année universitaire 2018-2019, les étudiants admis dans un établissement d'enseignement supérieur français sont soumis à une taxe appelée CVEC, qui sert à financer les programmes du campus qui améliorent l'expérience des étudiants (le montant de la taxe est de 91 euros, en vigueur en 2019- 2020). Cette taxe n'est pas perçue par les universités mais par le CROUS.

s'engage également à souscrire une assurance "responsabilité civile vie privée" obligatoire en France. Ces assurances conditionnent l'inscription administrative de la CVEC. Il est conseillé de souscrire une assurance qui couvre ses déplacements entre les deux pays. L'étudiante doit souscrire une assurance maladie internationale à couverture complète dans le pays de l'université d'origine avant son arrivée dans l'université d'accueil. L'étudiante devra également se conformer aux lois sur l'immigration du pays qui ne correspond pas au pays de l'université d'origine.

Article 4 : Pendant son séjour dans l'université d'accueil, la doctorante sera logée dans un logement personnel à ses frais. Les dépenses de sécurité sociale ou d'assurance médicale internationale pendant cette période seront supportées par la doctorante.

Article 5 : Pour son séjour dans l'établissement d'accueil, la doctorante bénéficiera de l'aide financière suivante : l'étudiante sera financée par CY Cergy Paris Université (dans le cadre du Contrat doctoral de l'École doctorale AHSS).

2) Dispositions pédagogiques

Article 6 : Préalablement à la signature de la présente convention, Madame Julie AMIOT-GUILLOUET et Monsieur Francisco MONTAÑA IBÁÑEZ s'engagent à assumer pleinement et conjointement le rôle de directeurs de thèse de la doctorante, et à se tenir mutuellement informés de l'avancée de ses travaux pendant son séjour dans l'établissement partenaire.

Article 7 : La préparation de la thèse se déroule en alternance entre les établissements. Les directeurs de thèse se sont mis d'accord sur leur temps de travail avec l'étudiante de manière équilibrée entre les deux institutions selon le calendrier suivant :

Séjours à CY Cergy Paris Université

Année 2021/2022

Année 2023/2024

Séjour à l'Université Nationale de Colombie

Année 2022/2023

La durée du séjour dans l'un des deux pays ne doit pas être inférieure à 30% du temps total consacré à la préparation de la thèse. Les obligations auxquelles la doctorante s'engage, outre la production de sa thèse, sont définies par l'école doctorale française à laquelle elle est rattachée et par l'établissement partenaire. Elles sont énumérées ci-dessous :

En ce qui concerne l'Université française, la doctorante doit participer à des formations proposées par l'École Doctorale AHSS et/ou par le Collège des Études Doctorales et Post-doctorales de CY Cergy Paris Université, pour valider un total de 18 crédits ECTS.

En ce qui concerne l'Université colombienne, la doctorante doit valider 118 crédits correspondant aux activités académiques suivantes, organisées par l'axe de recherche en Esthétique et Critique du Doctorat en Art et Architecture :

Séminaires de recherche I et II : 5 crédits chacun.

Examen de qualification : 10 crédits

Thèse de doctorat : 98 crédits

Article 8 : La thèse fera l'objet d'une soutenance unique à CY Cergy Paris Université, Cergy-Pontoise, France. Cette soutenance n'aura pas lieu sans avis favorable préalable de l'école doctorale, ni sans l'autorisation du président de l'université française, ni sans l'autorisation de l'établissement partenaire sous l'autorisation du Conseil de la Faculté des Arts de l'Université Nationale de Colombie. L'autorisation de soutenance sera accordée après la présentation des rapports des évaluateurs en français et en espagnol. Les rapporteurs doivent être externes aux deux universités de la doctorante. Le jury désigné aura un président qui établira un rapport de soutenance signé par les membres du jury. Ce rapport sera rédigé en français et en espagnol. La doctorante soutiendra sa thèse devant un jury désigné par les deux universités partenaires et composé de manière équitable par des membres des deux universités et dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur dans les deux établissements. Il comprendra au moins deux membres de chacun des établissements partenaires de la présente convention et au moins deux personnes extérieures aux deux entités.

Dans tous les cas, le jury sera composé entre 4 et 8 membres maximum. La composition du jury sera établie conformément à la législation en vigueur, sauf en cas d'incompatibilités avérées dans les législations nationales. Il doit comprendre obligatoirement les deux directeurs de thèse, ainsi que des personnalités extérieures à CY Cergy Paris Université et à l'Université Nationale de Colombie. Le président de jury sera désigné selon les règles en vigueur dans les deux pays. Les rapporteurs doivent être extérieurs aux 2 établissements du doctorant. Les directeurs de thèse ne peuvent être président de jury.

Les universités partenaires ne sont pas tenues de couvrir les frais de voyage des membres du jury ni de la directrice de recherche. A ce titre, la vidéoconférence pourra être utilisée pour la soutenance mais seulement pour certains membres du jury. Elle doit être autorisée par le Président de l'Université CY Cergy Paris Université.

Le président du jury, la doctorante et la directrice de thèse devront être présents physiquement sur le lieu de soutenance de la thèse. Les membres qui participent à la soutenance par vidéoconférence doivent se trouver dans un établissement universitaire ou de recherche et utiliser un système de vidéoconférence autorisé. En ce sens, la visioconférence peut être utilisée pour la soutenance de la thèse, dans le respect des règles en vigueur à CY Cergy Paris Université pour une soutenance par voie dématérialisée.

Article 9 : Les langues de rédaction de la thèse sont le français et l'espagnol. La langue de soutenance de la thèse est le français. La doctorante s'engage à respecter le règlement des études doctorales en vigueur dans les deux universités signataires de cette convention. Notamment, la réglementation en vigueur dans les deux pays concernant le dépôt, la description et la reproduction de la thèse.

Article 10 : Sous réserve de l'engagement de soutenance et conforme à l'accomplissement des exigences du diplôme, les universités partenaires délivreront à la doctorante les diplômes de Docteur en Études Hispanophones de l'université CY Cergy Paris Université et de Docteur en Art et Architecture de l'Universidad Nacional de Colombia, au moyen de diplômes indépendants délivrés par chacune des universités, qui seront reconnus sur tout le territoire de chaque pays. Dans le cas de l'Universidad Nacional de Colombia, la mention de la cotutelle internationale doit figurer dans le certificat de diplôme.

Article 11 : Cette convention sera exécutée par les deux institutions partenaires. Elle entre en vigueur à compter de la date de la dernière signature des parties et est valable pour une période de trois (3) ans. Elle

peut être modifiée et résiliée d'un commun accord par avenant, signé par les présidents des deux établissements. La demande en ce sens doit être présentée six mois avant la date prévue de cessation de la convention. L'aboutissement réussi de la thèse de doctorat par la doctorante et la délivrance du diplôme conformément aux termes de la présente convention, mettent fin à celle-ci.

Article 12 : Afin de résoudre les litiges qui peuvent surgir dans l'exécution et l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher une solution amiable. En cas de désaccord persistant, pendant 3 (trois) mois suivant notification écrite d'une des Parties à l'autre par lettre recommandée, si elles n'y parviennent pas, elles désigneront, d'un commun accord, un tiers, personne physique, pour agir en tant que médiateur. Le Médiateur n'est ni juge, ni arbitre, ni expert, il agit comme intervenant neutre, impartial et indépendant, afin d'aider les parties à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend, donnant effet, le cas échéant, aux solutions identifiées.

Article 13 : Les parties signataires ne sont pas responsables des dommages qui pourraient être causés suite à des circonstances imprévisibles ou de force majeure.

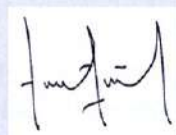
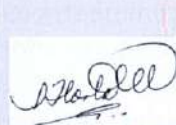
Article 14 : Selon la réglementation en vigueur, la thèse pourra être prolongée par accord entre les deux établissements sur proposition conjointe des deux directeurs de thèse. Dans le cas d'une 4^{ème} année, la doctorante s'inscrira et paiera les frais de scolarité à l'Université nationale de Colombie, où elle séjournera pendant l'année 2024-2025. La demande doit être déposée selon les calendriers et procédures en vigueur dans chaque établissement. Cette prolongation est formalisée par un avenant à la convention.

Article 15 : Les modalités de dépôt, signalement et reproduction ainsi que l'autorisation de la soutenir obéissent à la réglementation en vigueur dans les deux pays impliqués dans la préparation de thèse.

Article 16 : La protection du sujet de thèse concernant la publication, l'exploitation et la protection des résultats de recherche issus des travaux de la doctorante dans les deux Etablissements est assujettie à la réglementation en vigueur et assurée conformément aux procédures spécifiques à chaque pays impliqué dans la cotutelle. Les dispositions relatives à la protection des droits de la propriété intellectuelle font l'objet d'une annexe spécifique à la présente convention. (Annexe 1)

Fait en trois exemplaires originaux :

CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ	UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA
Le président de CY Cergy Paris Université 30/12/2022 CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ 33, boulevard du Port 95011 CERGY-PONTOISE Cedex Tél. 01 34 25 60 00 M. François Germinet (Signature et cachet de l'établissement)	La recteur de l'Universidad Nacional de Colombia Firmado digitalmente por DOLLY MONTOYA CASTAÑO Mme. Dolly Montoya Castaño (Signature)
Emplacement réservé aux signatures de l'étudiante, de leurs directeurs de thèse et de laboratoires	

Directrice de thèse de CY Cergy Paris Université  Signature numérique de Julie AMIOT- GUILLOUET Date : 2023.01.26 09:15:27 +01'00' Mme. Julie Amiot-Guillouet	Directeur de thèse de l'Universidad Nacional de Colombia  Francisco Montaña 2023.01.16 17:00:09 -05'00' M. Francisco Montaña Ibáñez
Directrice de laboratoire de CY Cergy Paris Université Christine LAURIER E Signature numérique de Christine LAURIER Date : 2023.01.26 09:47:32 +01'00' Mme Christine Laurière	Directeur de programme de l'Universidad Nacional de Colombia  Firmado digitalmente por Aurelio A. Horta Mesa Nombre de reconocimiento (DN): cn=Aurelio A. Horta Mesa, o, ou, email=aahortama@unal.edu. co, c=CO Fecha: 2023.01.16 16:56:07 -05'00' Prof. Dr. Aurelio A. Horta Mesa
La Doctorante  Mme. María Jimena Castañeda Febvre	

ANNEXE 1 - CONFIDENTIALITE, PUBLICATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

La doctorante s'engage à signer et à respecter la charte des thèses en vigueur dans l'Ecole Doctorale Arts, Humanités, Sciences Sociales. Elle devra également respecter le règlement intérieur de son école doctorale.

Il est rappelé ici de manière détaillée les principes liés à la confidentialité, la publication et à la propriété intellectuelle.

CONFIDENTIALITE

La doctorante s'engage à considérer comme strictement confidentielles, et à ne pas divulguer à des tiers, sous quelque forme que ce soit, toutes informations, concernant les Parties auxquelles elle pourra avoir accès, sous quelque forme que ce soit, du fait de ses activités au sein des Etablissements. Elle s'engage à ne pas utiliser lesdites informations ou les résultats obtenus dans le cadre de ses recherches à d'autres fins que celles prévues à son contrat de travail. La doctorante s'engage à n'utiliser les Informations Confidentielles que pour l'exécution du travail de thèse.

Cet engagement restera en vigueur pendant tout le temps de sa thèse et trois ans après sa soutenance de thèse sauf dispositions contraires spécifiques mentionnées dans un contrat écrit.

PROTOCOLE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Chaque Partie s'engage à respecter et maintenir dans le strict secret tout ou partie des Informations Confidentielles transmises par l'autre Partie, et à ne les divulguer à aucun tiers sans autorisation préalable écrite de ladite autre Partie.

Chaque Partie n'utilisera les Informations Confidentielles que dans le but de faire avancer le Projet, et n'en fera usage pour aucun autre motif, commercial ou autre, sans avoir préalablement reçu l'accord écrit de la Partie concernée.

Chaque Partie limitera la diffusion des Informations Confidentielles aux seuls membres de son personnel et/ou personnes impliquées dans l'exécution du Projet.

Chacune d'elles informera les personnes en question des obligations du présent Contrat, et se portera fort du respect, par lesdites personnes, de la non divulgation d'Informations Confidentielles aux tiers.

Les obligations des Parties aux termes du présent article ne s'étendent pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles la Partie qui les reçoit peut prouver :

- qu'elle les a divulguées après l'obtention préalable de l'autorisation écrite de l'autre Partie ou que la divulgation a été réalisée par ladite autre Partie ;
- qu'elles étaient accessibles au public au moment de leur communication par l'autre Partie, ou qu'elles y sont tombées après cette communication sans faute de sa part ;
- qu'elles ont été reçues, de manière licite, d'un tiers soumis à aucune obligation de confidentialité ;
- qu'à la date de leur communication par l'autre Partie, elle était déjà en possession de celles-ci ;

- que leur divulgation a été imposée par application d'une disposition légale ou réglementaire impérative, d'une décision de justice définitive ou d'une sentence arbitrale. La Partie soumise à une telle obligation de divulgation se doit, dans la mesure du possible, d'en avertir préalablement l'autre Partie, et, le cas échéant, de demander la mise en œuvre de toutes les mesures ou procédures de protection de la confidentialité applicables en l'espèce.

Nonobstant toute autre stipulation contraire du présent Contrat, le présent engagement de confidentialité ne saurait empêcher la protection par les Parties des Résultats par un titre de propriété industrielle et leur exploitation conformément aux stipulations des présentes.

Cette obligation de secret restera en vigueur pendant toute la durée du présent Contrat, et cinq (5) ans après sa résolution ou son expiration.

A l'expiration ou la résolution dudit Contrat, chaque Partie s'engage à restituer à l'autre, ou à la demande de cette dernière, à détruire, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de ladite date d'expiration ou de résolution, toutes les Informations Confidentielles ainsi que tous les copies, extraits et reproductions qui seraient encore en sa possession à cette date, à l'exception des Résultats et des Connaissances antérieures de l'autre Partie nécessaires à l'obtention des Résultats.

En cas de demande de destruction des éléments susmentionnés, la Partie en charge de détruire lesdits éléments devra faire parvenir à l'autre, dans les plus brefs délais, un certificat de destruction.

PUBLICATION

Toute publication ou communication d'informations relatives aux Résultats issus de la thèse en cotutelle, par l'une des Parties, devra recevoir, pendant la durée de la présente convention et les trois ans qui suivent son terme ou sa résiliation, l'accord préalable écrit de l'autre Partie qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de deux mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

En conséquence, durant cette période, tout projet de publication ou communication sera soumis à l'approbation de l'autre Partie qui pourra modifier certaines précisions dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des Résultats. De telles suppressions ou modifications ne seront pas susceptibles de porter atteinte à la valeur scientifique de la publication ou communication.

Sous réserve des autres stipulations du présent article, chaque Partie pourra effectuer des publications ou donner des conférences relatives aux recherches menées dans le cadre du Projet après concertation et accord express avec les responsables scientifiques.

Les Parties sont convenues que toute publication et communication relative au Projet doit mentionner les noms de l'ensemble des Parties au Projet quel que soit leur concours apporté. Les logos des Parties avec leurs LABORATOIRES devront figurer sur les supports de type posters ou affiches relatives à la communication du Projet, et mentionner les chercheurs des Parties ayant concouru à la réalisation du Projet, ainsi que la source du matériel utilisé lorsqu'il y est fait allusion.

De plus, l'autre Partie pourra retarder la publication ou la communication, pour une période maximale de 18 mois à compter de la demande d'approbation, notamment si des informations contenues dans la publication ou communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété intellectuelle en vigueur en France et en Colombie.

Toute diffusion, publication ou communication d'informations relative aux Résultats, devra mentionner le concours apporté par chacune des Parties à la recherche objet de la thèse en cotutelle.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1) Définitions :

Résultats» désignent tout élément nouveau, de quelque nature et sous quelque forme que ce soit, notamment connaissance, expérience, méthode, conception d'outil, procédé, composant spécifique, logiciel, qui résultera, à quelque moment que ce soit, issu directement de la réalisation du Projet, qu'ils soient ou non protégés ou protégeables par un droit de propriété intellectuelle et développés par une ou plusieurs Parties dans le cadre du Contrat..

Propriété Intellectuelle : Système de droits qui protège les créations humaines, y compris les créations artistiques, scientifiques et littéraires, les inventions, les modèles industriels, les marques et signes distinctifs, les circuits intégrés et les programmes informatiques.

Droit d'auteur : Sont ceux accordés aux créateurs d'œuvres artistiques, scientifiques et littéraires, et qui permettent à leurs auteurs une reconnaissance légale.

Droits moraux de l'auteur : Droits qui appartiennent à perpétuité à l'auteur d'une œuvre artistique, littéraire ou scientifique. Ceux-ci doivent toujours être crédités à leur créateur par un tiers. Ils comprennent le droit d'être mentionné comme auteur dans toute reproduction, communication ou exposition de l'œuvre.

Droits de propriété intellectuelle: désigne (i) tout droit de propriété industrielle attaché à un brevet, dessin ou modèle, marque, certificat d'utilité ainsi que les droits attachés aux demandes de ces titres, (ii) tout droit d'auteur attaché à une œuvre et particulièrement les droits sur les Logiciels, (iii) tout droit sui generis attaché aux bases de données

1) Connaissances Propres

Les Résultats, brevetables ou non, obtenus par les Parties antérieurement à la présente convention restent leur propriété respective.

Les Résultats, même portant sur l'objet de la convention mais non issus directement des travaux exécutés dans le cadre du présent contrat, appartiennent à la Partie qui les a obtenus ou créés.

L'autre Partie ne reçoit aucun droit sur les résultats ou sur le savoir-faire antérieurs à la présente convention.

Les Résultats portant sur l'objet de la convention mais réalisés par le directeur de thèse d'une seule Partie sont la pleine propriété de ladite Partie.

2) Résultats Communs

Les Résultats générés conjointement par les Parties (désignés par les « Résultats Communs ») appartiennent en copropriété aux Parties.

Les Résultats générés par les Parties sans la participation de la doctorante sont la propriété conjointe des Parties au prorata de leurs apports intellectuels et financiers respectifs.

Les missions confiées à la doctorante au titre d'un contrat doctoral comportent une mission inventive permanente. En conséquence et conformément à la législation en vigueur en matière de propriété intellectuelle en France et en Colombie, les inventions faites par la doctorante dans l'exécution de son contrat de travail appartiennent aux Parties en proportions/ en copropriété égales.

Les Parties s'engagent à ce que la doctorante soit mentionnée comme inventeur ou co-inventeur dans les travaux réalisés par elle et à lui verser la rémunération supplémentaire prévue à l'article L.611-7 du CPI. Le doctorant s'engage à collaborer aux procédures de protection et d'exploitation de ces résultats.

CONVENIO DE COTUTELA INTERNACIONAL DE TESIS DOCTORAL
ENTRE LA UNIVERSIDAD CY CERGY PARIS Y LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA
PARA LA ESTUDIANTE MARÍA JIMENA CASTAÑEDA BARRAGÁN

Entre:

La Universidad de origen: **CY Cergy Paris Université**, institución pública de carácter científico, cultural y profesional creada en forma de gran establecimiento, representada por su Presidente, el Profesor **François GERMINET**, ubicada en el 33 Boulevard du Port 95011 CERGY -PONTOISE cedex France, siret n° 130 025 976 00015, designado abajo como «el socio» o CY

y

la Universidad de acogida: **Universidad Nacional de Colombia**, ente universitario autónomo del orden nacional, vinculado al Ministerio de Educación Nacional de Colombia, regido actualmente por el Decreto 1210 de 1993, representada por su Rectora, la Profesora **Dolly MONTOYA CASTAÑO**, nombrada mediante Resolución N° 018 de 2021 y Acta de Posesión N° 001 de 2021, actuando de conformidad con el Artículo 15º del Acuerdo 011 de 2005, el Artículo 13 del Decreto 1210 de 1993 y el Artículo 3º del Manual de Convenios y Contratos adoptado mediante la Resolución de Rectoría No. 1551 de 2014, ubicada en la Carrera 45 n° 26-85, Edificio Uriel Gutiérrez, Bogotá D.C., Colombia

Se acuerda lo siguiente:

Preámbulo

Los socios aquí nombrados colaborarán en el marco de la cotutela internacional de tesis de doctorado, teniendo en cuenta:

- El decreto francés del 25 de mayo de 2016 que establece el marco nacional de formación y los procedimientos para la concesión del título nacional de doctorado,
- El Código de Educación, en particular los artículos L123-7, L612-7, D123-12, D123-13, D123-14;
- El decreto n° 2002-482 del 8 de abril de 2002, modificado por el Decreto n° 2004-703 del 13 de julio de 2004, que aplica al sistema de educación superior francés la construcción del Espacio Europeo de Educación Superior,
- El decreto ministerial del 18 de enero de 1994 relativo a la creación de un procedimiento de cotutela de tesis entre instituciones de educación superior francesas y extranjeras,

y la reglamentación propia del socio **Universidad Nacional de Colombia**:

- El Acuerdo N° 033 de 2007 del Consejo Superior Universitario, que establece las pautas básicas para el proceso de educación de los estudiantes de la Universidad Nacional de Colombia.
- El Acuerdo N° 008 de 2008 del Consejo Superior Universitario, que adopta el Estatuto Estudiantil de la Universidad Nacional de Colombia en sus disposiciones académicas.

- La Resolución de Rectoría N° 1551 de diciembre de 2014, por la cual se adopta el Manual de Convenios y Contratos de la Universidad Nacional de Colombia.
- El Acuerdo N° 033 de 2008 del Consejo Superior Universitario, que reglamenta los trabajos finales, la tesis y los exámenes finales de los programas de posgrado.

El presente convenio específico tiene como objeto la cotutela internacional de la tesis del **Doctorat en Études hispanophones** de CY Cergy Paris Université (Francia) y el **Doctorado en Arte y Arquitectura** de la Universidad Nacional de Colombia (Colombia) titulada:

“El Cine Colombiano Transnacional (2003/2019):

Poetización de la violencia y Nacimiento de una identidad cinematográfica”

Tema y Objetivos de la Tesis: El cine colombiano contemporáneo experimenta un espectacular resurgimiento desde principios del siglo XXI. Este trabajo de investigación pretende ofrecer una visión general de la constelación de cineastas implicados en este renacimiento del cine colombiano. El objetivo principal de esta investigación es establecer los elementos que permitan entender cómo, a través de una poetización de la violencia, emerge una identidad cinematográfica nacional en las películas colombianas producidas entre 2003 y 2019. En este trabajo se analizarán las películas de ficción de los autores más representativos de esta corriente estética presentes en los circuitos de distribución europeos. Se estudiarán los aspectos narrativos y temáticos innovadores de esta cinematografía y su relación con el contexto socio-histórico contemporáneo de Colombia. Las películas del corpus participan en una nueva escritura de la Historia colombiana. Desempeñando un nuevo papel en la producción de memoria, cada película ofrece una experiencia de alteridad que permite mirar la diversidad cultural y social de Colombia de una manera diferente. Además de los aspectos temáticos y estéticos inherentes a este cine, se abordarán las cuestiones de producción, difusión y legitimación de esta producción cinematográfica a escala nacional e internacional para observar en qué medida la producción y la circulación transnacionales de estas películas afectan su contenido y su estética. Para ello, se estudiará la dimensión transnacional de la producción y distribución de las películas y los vínculos interculturales con Europa, teniendo en cuenta el impacto de estos últimos en la legitimación de esta cinematografía que aún lucha por hacerse visible en su propio país.

Realizada por la señora MARÍA JIMENA CASTAÑEDA BARRAGAN, designada aquí como « la doctoranda », en la **Escuela Doctoral AHSS** « Artes, Humanidades, Ciencias Sociales » de CY Cergy Paris Université.³

Dirección en el país de origen : 1 Rue du Parc, 17137 Esnandes, France.

Dirección en el país de acogida : Cra 11 # 78-22 apto 802, Bogotá, Colombia.

Correo electrónico : maria-jimena.febvre@cyu.fr

Los Centros de Investigación de acogida son los siguientes:

³ La doctoranda se encuentra vinculada con la universidad de origen bajo la figura de “doctorante contractuelle”, que constituye un contrato de investigación doctoral de tres años, a tiempo completo. Esta figura está contemplada en la legislación francesa.

- En la universidad de origen: UMR n°9022 HÉRITAGES - Culture/s, Patrimoine/s, Création/s, 33 boulevard du Port 95011 Cergy-Pontoise - Francia
- En la universidad socia: Facultad de Artes – Doctorado en Arte y Arquitectura, Carrera 30 No. 45-03 Bogotá D.C. Colombia Edificio 314, Oficina 113
- En la **Universidad Nacional de Colombia** la doctoranda se inscribirá en el *Doctorado en Arte y Arquitectura* de la Facultad de Artes de la Sede Bogotá.
- En la **CY Cergy Paris Université** la candidata se inscribirá en el **Doctorat en Études hispanophones**.

Los directores de la tesis son:

- En la universidad francesa: la Sra. **Julie AMIOT-GUILLOUET**, Catedrática, UFR LEI, CY Cergy Paris Université. Correo electrónico: julie.amiot-guillouet@cyu.fr. (Índice de supervisión: 100%)
- En la universidad socia: El Sr. **Francisco MONTAÑA IBÁÑEZ**, Profesor asociado – Instituto de Investigaciones Estéticas de la Facultad de Artes de la Universidad Nacional de Colombia, sede Bogotá. Correo electrónico: fmontanai@unal.edu.co. (Índice de supervisión: 100%)

O quien cumpla sus funciones de manera temporal o permanente.

TÍTULO 1: Disposiciones administrativas

Artículo 1: La doctoranda estará inscrita en tesis de doctorado en cada una de las dos instituciones contratantes bajo el convenio de cotutela internacional desde el año 2021/2022. La doctoranda estará inscrita administrativamente en cada una de las dos instituciones una vez que todas las condiciones necesarias para su inscripción estén reunidas. La duración prevista de sus trabajos es, salvo anulación aprobada por las personas responsables en cada institución, de tres años. En caso de terminación anticipada de este acuerdo de cotutela de tesis doctoral, la doctoranda decidirá en cuál de las dos universidades desea terminar sus estudios, bajo reserva que la Universidad acepte que continúe con su tesis.

Artículo 2: La doctoranda se compromete a pagar el monto de los derechos de inscripción cada año, sea en la universidad francesa o en la universidad socia, así:

Estas Disposiciones son convenidas en el presente acuerdo, en cada caso:

Año 2021/2022 : CY Cergy Paris Université

Año 2022/2023 : Universidad Nacional de Colombia

Año 2023/2024 : CY Cergy Paris Université

La doctoranda debe estar inscrita obligatoriamente cada año en los dos establecimientos socios en el presente acuerdo.

La doctoranda debe pagar la CVEC⁴ únicamente cuando pague su cuota de inscripción en CY.

⁴ "Contribución a la vida estudiantil y del campus". A partir del año académico 2018-2019, los estudiantes admitidos en una institución de educación superior francesa están sujetos a un impuesto llamado CVEC, que se utiliza para financiar

Este acuerdo entrará en vigor si la estudiante se beneficia de la financiación ofrecida por CY Cergy Paris Université. En caso de existir otras ayudas financieras o becas disponibles en cualquiera de las dos universidades, estas ofrecerán a la candidata la orientación necesaria para solicitarlas.

Artículo 3: La doctoranda está sujeta a la reglamentación vigente en materia de cobertura de seguridad social en el país donde pague los derechos de inscripción. Cuando esté exenta, también deberá demostrar que tiene una cobertura similar, y presentar una prueba de ello cuando se inscriba administrativamente en cada institución. También se compromete a contratar un seguro de « responsabilidad civil privada », obligatoria en Francia. Estos seguros condicionan la inscripción administrativa CVEC. Se aconseja la adquisición de un seguro que cubra sus desplazamientos entre los dos países. La estudiante deberá gestionar y adquirir un seguro de salud internacional de cobertura completa en el país de la universidad de origen, antes de su llegada a la universidad de acogida. Así mismo, la estudiante tendrá que cumplir con las leyes de inmigración del país que no corresponde al país de la universidad de origen.

Artículo 4: Durante su estadía en la universidad de acogida, la doctoranda estará alojada en vivienda personal con sus propios recursos. Los gastos de seguridad social o seguro médico internacional durante este tiempo deberán correr por cuenta de la doctoranda.

Artículo 5: Para su estadía en el establecimiento de acogida, la doctoranda gozará de la siguiente ayuda financiera: la estudiante será financiada por CY Cergy Paris Université (en el marco del Contrato Doctoral de la Escuela Doctoral AHSS)

TÍTULO 2: Disposiciones pedagógicas

Artículo 6: Previo a la firma del presente acuerdo, la Señora Julie AMIOT-GUILLOUET y el Señor Francisco MONTAÑA IBÁÑEZ se comprometen a asumir plenamente y en conjunto la función de directores de tesis de la doctoranda, y a mantenerse informados mutuamente del avance del trabajo de esta última durante la estadía en el establecimiento socio.

Artículo 7: La elaboración de la tesis se efectúa en periodos alternados entre las instituciones. Los directores de tesis acordaron su tiempo de trabajo con la estudiante, de manera equilibrada, entre las dos instituciones según el siguiente calendario:

Estancias en CY Cergy Paris Université

- Año 2021 / 2022
- Año 2023 / 2024

Estancia en la Universidad Nacional de Colombia

- Año 2022 / 2023

El periodo de permanencia en uno de los dos países no deberá ser inferior a un 30% del tiempo total dedicado a la preparación de la tesis. Las obligaciones a las que se compromete la doctoranda, además de la producción

de su tesis, son definidas por la escuela doctoral francesa a la que está vinculada y por la institución socia. Estas son nombradas a continuación:

Para la Universidad francesa, la doctoranda debe participar en actividades de formación propuestas por la Escuela Doctoral AHSS y/o por el Colegio de Estudios Doctorales y Post doctorales de CY Cergy Paris Université, para obtener un total de 18 créditos ECTS.

Para la Universidad colombiana, la doctoranda debe aprobar 118 créditos correspondientes a las siguientes actividades académicas, organizadas por la línea de investigación en Estética y Crítica del Doctorado en Arte y Arquitectura:

- Seminarios de investigación I y II: 5 créditos cada uno
- Examen de calificación: 10 créditos
- Tesis de Doctorado: 98 créditos

Artículo 8: La tesis será objeto de una sustentación única en CY Cergy Paris Université, Cergy-Pontoise, Francia. Esta sustentación no tendrá lugar sin previo aviso favorable de la escuela doctoral, ni sin la autorización de sustentación del presidente de la universidad francesa, ni sin autorización por parte de la institución socia bajo autorización del Consejo de la Facultad de Artes de la Universidad Nacional de Colombia.

La autorización de sustentación será otorgada después de la entrega de los reportes de los evaluadores realizados en francés y en español. Los evaluadores deben ser externos a las dos universidades de la doctoranda.

El jurado designado tendrá un presidente quien establece un reporte de sustentación firmado por los miembros del jurado. Este será redactado en francés y en español. La doctoranda sustentará su tesis frente a un jurado designado por las dos universidades socias, y compuesto de manera equitativa, por miembros de estas dos universidades y cumpliendo las disposiciones legales y reglamentarias vigentes en las dos universidades. Incluirá al menos dos miembros de cada una de las instituciones socias en el presente convenio y al menos dos personas exteriores a dichas entidades.

En cualquier caso, el jurado estará compuesto por entre 4 y 8 integrantes máximo. La composición del jurado se establecerá de acuerdo con la legislación vigente, salvo en el caso de incompatibilidades probadas en la legislación nacional. Debe incluir obligatoriamente a los dos directores de tesis, así como a personalidades externas a CY Cergy Paris Université y a la Universidad Nacional de Colombia. El presidente del jurado será designado según las normas vigentes en ambos países. Los directores de tesis no pueden ser presidentes del jurado.

Las universidades socias no están obligadas a cubrir los gastos de viaje de los miembros del jurado. En este sentido, se puede utilizar la videoconferencia para la sustentación. Esta debe ser autorizada por el Rector de CY Cergy Paris Université.

El presidente del jurado, la doctoranda y la directora de la tesis deberán estar físicamente presentes en el lugar donde se realice la sustentación de la tesis. Los miembros que asisten a la sustentación por videoconferencia deben estar en una institución universitaria o de investigación y utilizar un sistema de videoconferencia autorizado. En este sentido, se puede utilizar la videoconferencia para la sustentación de

la tesis, en cumplimiento de las normas vigentes en CY Cergy Paris Université para una sustentación por medios desmaterializados.

Artículo 9: Los idiomas de redacción de la tesis son francés y español. El idioma de sustentación de la tesis es francés. La doctoranda se compromete a respetar el reglamento de los estudios doctorales en vigor en las dos universidades que firman este convenio. En particular, la reglamentación vigente en ambos países relativa a la entrega, descripción y reproducción de la tesis.

Artículo 10: Bajo compromiso de sustentación y en conformidad con el cumplimiento de las exigencias de grado, las universidades socias entregarán a la doctoranda los diplomas de Doctora en Estudios Hispánicos de CY Cergy Paris Université y Doctora en Arte y Arquitectura de la Universidad Nacional de Colombia, mediante diplomas independientes expedidos por cada una de las universidades, que serán reconocidos en todo el territorio de cada país. Para el caso de la Universidad Nacional de Colombia, la mención de la cotutela internacional debe figurar en el acta de grado.

Artículo 11: El presente acuerdo es ejecutado por las dos instituciones socias. Entrará en vigor a partir de la fecha de la última de las firmas de las partes y su validez será de tres (3) años. Puede ser modificada y rescindible de común acuerdo, mediante cláusulas adicionales, y firmado por los presidentes de las dos instituciones. La solicitud para tal efecto deberá presentarse seis meses antes de la fecha prevista de finalización del convenio. La culminación exitosa por parte de la candidata a doctora de su tesis doctoral y posterior obtención del título en los términos establecidos en este convenio, dará por terminado el mismo.

Artículo 12: Para dirimir desacuerdos que puedan suscitarse en la ejecución e interpretación del presente acuerdo, las partes realizarán sus mayores esfuerzos en la búsqueda de una solución consensual. En caso de desacuerdo persistente durante los 3 (tres) meses siguientes a la notificación escrita de una de las Partes a la otra por correo certificado, se indicará, de común acuerdo, a un tercero, persona física, para actuar como mediador. El mediador, que no es ni juez, ni árbitro, ni experto, actúa como interventor neutral, imparcial e independiente, con el fin de ayudar a las partes a encontrar una solución mutuamente aceptable a su conflicto y a hacer efectivas, en su caso, las soluciones identificadas.

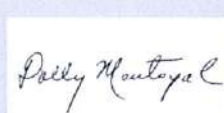
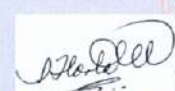
Artículo 13: Las partes firmantes no se harán responsables por daños y perjuicios que pudieran causarse, como consecuencia de caso fortuito o fuerza mayor.

Artículo 14: De acuerdo con la normativa vigente, la tesis puede ser ampliada por acuerdo entre las dos instituciones a propuesta conjunta de los dos directores de tesis. En el caso de un 4º año, la doctoranda se inscribirá y pagará los derechos de matrícula en la Universidad Nacional de Colombia, donde estará durante el año 2024-2025. La solicitud debe presentarse de acuerdo con el calendario y los procedimientos vigentes en cada institución. Esta prórroga se deberá formalizar mediante una adenda al convenio.

Artículo 15: Las modalidades de depósito, notificación y reproducción, así como la autorización para sustentarla, obedecen a la normativa vigente en los dos países implicados en la elaboración de la tesis.

Artículo 16: La protección del tema de la tesis en lo que respecta a la **publicación, uso y protección** de los resultados de la investigación, productos del trabajo de la doctoranda en ambas instituciones, está sujeta a la normativa vigente y se garantiza de acuerdo con los procedimientos específicos de cada país implicado en la cotutela. Las disposiciones relativas a la protección de los derechos de propiedad intelectual se recogen en un anexo específico al presente acuerdo (Anexo 1).

Hecho en tres copias originales:

CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ	UNIVERSIDAD NACIONAL DE COLOMBIA
El presidente de CY Cergy Paris Université 3/12/22  M. François Germinet (Firma)	La rectora de la Universidad Nacional de Colombia Firmado digitalmente por DOLLY MONTOYA CASTAÑO  Prof. Dra. Dolly Montoya Castaño (Firma)
Espacio reservado para las firmas de la estudiante, de sus directores de tesis y de laboratorios	
Directora de tesis en CY Cergy Paris Université  Signature numérique de Julie AMIOT- GUILLOUET Date : 2023.02.06 15:34:27 +01'00' Profesora Julie Amiot-Guillouet	Director de tesis en la Universidad Nacional de Colombia  Francisco Montaña 2023.01.16 17:00:33 -05'00' Profesor Francisco Montaña Ibáñez
Directora de laboratorio en CY Cergy Paris Université Christine LAURIER E Signature numérique de Christine LAURIERE Date : 2023.02.09 21:46:10 +01'00' Mme Christine Laurière	Coordinador de programa curricular en la Universidad Nacional de Colombia Firmado digitalmente por Aurelio A. Horta Mesa Nombre de reconocimiento (DN): cn=Aurelio A. Horta Mesa, o.ou, email=aahortam@unal.edu. co, c=CO Fecha: 2023.01.12 18:38:11 -05'00'  Prof. Dr. Aurelio A. Horta Mesa
La doctoranda  Sra. María Jimena Castañeda Barragán	

ANEXO 1 - CONFIDENCIALIDAD, PUBLICACIÓN Y PROPIEDAD INTELECTUAL

La doctoranda se compromete a firmar y respetar el estatuto de tesis vigente en la Escuela de Doctorado de Artes, Humanidades y Ciencias Sociales. También deberá respetar el reglamento interno de su escuela de doctorado.

Aquí se recuerdan detalladamente los principios relacionados con la confidencialidad, la publicación y la propiedad intelectual.

CONFIDENCIALIDAD

La doctoranda se compromete a considerar como estrictamente confidencial, y a no divulgar a terceros, bajo ninguna forma, cualquier información relativa a las Partes a las que pueda tener acceso, bajo cualquier forma, como consecuencia de sus actividades en las Instituciones. Se compromete a no utilizar dicha información ni los resultados obtenidos en el marco de su investigación para otros fines que los previstos en su contrato de investigación doctoral de tiempo completo con CY Cergy Paris Université. La doctoranda se compromete a utilizar la Información Confidencial únicamente para la realización del trabajo de tesis.

Este compromiso permanecerá en vigor durante toda la duración de la tesis y durante tres años después de la sustentación de la tesis, salvo disposiciones contrarias específicas mencionadas en un contrato escrito.

PROTOCOLO DE MANEJO DE INFORMACION CONFIDENCIAL

Cada una de las Partes se compromete a respetar y mantener en estricta confidencialidad toda o parte de la Información Confidencial proporcionada por la otra Parte y a no divulgarla a ningún tercero sin el previo consentimiento por escrito de la otra Parte.

Cada una de las Partes utilizará la Información Confidencial únicamente con el fin de promover el Proyecto y no la utilizará para ningún otro propósito, comercial o de otro tipo, sin el consentimiento previo por escrito de la Parte en cuestión.

Cada Parte divulgará la Información Confidencial únicamente a su propio personal y/o a las personas involucradas en la ejecución del Proyecto.

Cada Parte informará a dichas personas sobre sus obligaciones en virtud del presente Acuerdo y se asegurará de que dichas personas respeten la no divulgación de la Información Confidencial a terceros.

Las obligaciones de las Partes en virtud del presente artículo no se extienden a la Información Confidencial respecto a la cual la Parte que la recibe pueda probar :

- que divulgó la información tras obtener el consentimiento previo por escrito de la otra Parte o que la divulgación fue realizada por dicha otra Parte ;
- que la Información Confidencial era accesible al público en el momento de su divulgación por la otra Parte, o que se hiciera pública después de dicha divulgación por causas ajenas a ella;
- que se hayan recibido legalmente de un tercero no sujeto a obligación de confidencialidad;
- que en el momento de su comunicación por la otra Parte, la Información ya estaba en su poder;

- que su divulgación haya sido impuesta por una disposición legal o reglamentaria imperativa, una sentencia judicial firme o un laudo arbitral. La Parte sujeta a dicha obligación de divulgación deberá, en la medida de lo posible, notificar previamente a la otra Parte y, si es necesario, solicitar la aplicación de las medidas o procedimientos de protección de la confidencialidad aplicables al caso.

Sin perjuicio de cualquier otra estipulación en contrario en el presente Convenio, este compromiso de confidencialidad no impedirá a las Partes proteger los Resultados mediante un título de propiedad intelectual y explotarlos de acuerdo con lo estipulado en el mismo.

Esta obligación de secreto permanecerá vigente durante la duración del presente Convenio y durante cinco (5) años después de su terminación o vencimiento.

Al vencimiento o terminación del presente Convenio, cada Parte se compromete a devolver a la otra, o a petición de ésta, a destruir, dentro de los 15 (quince) días siguientes a dicha fecha de vencimiento o resolución, toda la Información Confidencial, así como todas las copias, extractos y reproducciones que aún estén en su poder en esa fecha, con excepción de los Resultados y del conocimiento previo de la otra Parte necesarios para obtener los Resultados.

En caso de que se solicite la destrucción de los elementos mencionados, la Parte responsable de la destrucción de dichos elementos enviará a la otra Parte, a la mayor brevedad posible, un certificado de destrucción.

PUBLICACIÓN

Cualquier publicación o comunicación de información relativa a los resultados de la tesis en cotutela, por una de las Partes, deberá recibir, durante la duración del presente convenio y los tres años siguientes a su expiración o rescisión, el acuerdo previo por escrito de la otra Parte, que dará a conocer su decisión en un plazo máximo de dos meses contados a partir de la fecha de la solicitud. Transcurrido dicho plazo y a falta de respuesta, se considerará otorgado el acuerdo.

Por consiguiente, durante este período, cualquier proyecto de publicación o comunicación estará sujeto a la aprobación de la otra Parte, que podrá modificar ciertos detalles cuya divulgación sería susceptible de perjudicar la explotación, en buenas condiciones, de los Resultados. Dichas supresiones o modificaciones no podrán afectar el valor científico de la publicación o comunicación.

Sujeto a las demás estipulaciones del presente artículo, cada Parte podrá publicar o dictar conferencias relativas a las investigaciones realizadas en el marco del Proyecto, previa consulta y acuerdo expreso con los responsables científicos.

Las Partes acuerdan que toda publicación y comunicación relativa al Proyecto deberá mencionar los nombres de todas las Partes del Proyecto, sea cual sea su contribución. Los logotipos de las Partes con sus LABORATORIOS deberán figurar en los afiches relativos a la comunicación del Proyecto, y mencionar a los investigadores de las Partes que han contribuido a la realización del Proyecto, así como la fuente del material utilizado cuando se haga referencia al mismo.

Además, la otra Parte podrá demorar la publicación o comunicación durante un período máximo de 18 meses a partir de la solicitud de aprobación, en particular si la información contenida en la publicación o comunicación es objeto de protección por las leyes de propiedad intelectual vigentes en Colombia y Francia. Toda difusión, publicación o comunicación de información relativa a los resultados deberá mencionar la contribución de cada una de las Partes a la investigación objeto de la tesis en cotutela.

PROPIEDAD INTELECTUAL

1) Definiciones:

Resultados: Cualquier elemento nuevo, sea cual sea su naturaleza y forma, en particular, conocimiento, experimento, método, diseño de herramienta, proceso, componente específico, software, que resulte, en cualquier momento, directamente de la realización del Proyecto, sea o no protegido o protegible por un derecho de propiedad intelectual y desarrollado por una o varias Partes en el marco del Convenio.

Propiedad intelectual: Sistema de derechos que protege las creaciones humanas, incluyendo las creaciones artísticas, científicas, literarias, las invenciones, los modelos industriales, las marcas y signos distintivos, los circuitos integrados y los programas de computador.

Derechos de autor: Son aquellos concedidos a los creadores de obras artísticas, científicas y literarias, y que les permite a sus autores el reconocimiento jurídico

Derechos morales de autor: Aquellos derechos que pertenecen perpetuamente al autor de una obra artística, literaria o científica. Estos deben siempre ser reconocidos a su creador por parte de cualquier tercero. Se incluyen en ellos el derecho a ser mencionado como autor en cualquier reproducción, comunicación o exhibición de la obra.

Derechos de propiedad intelectual: significa (i) cualquier derecho de propiedad industrial vinculado a una patente, diseño o modelo, marca comercial o certificado de utilidad, así como los derechos vinculados a las solicitudes de estos títulos, (ii) cualquier derecho de autor vinculado a una obra y, en particular, los derechos sobre el Software, (iii) cualquier derecho sui generis vinculado a las bases de datos.

2) Conocimientos propios:

Los Resultados, patentables o no, obtenidos por las Partes con anterioridad al presente acuerdo y que se utilicen para su desarrollo siguen siendo de su respectiva propiedad.

Los Resultados, incluso relacionados con el objeto del convenio, pero que no sean consecuencia directa de los trabajos realizados en virtud de este contrato, pertenecen a la Parte que los ha obtenido o creado. La otra parte no recibe ningún derecho sobre los resultados ni sobre los conocimientos técnicos previos correspondientes como resultado del presente contrato.

Los resultados relacionados con el objeto del convenio pero producidos por el director de tesis de una sola de las Partes, son de plena propiedad de dicha Parte.

3) Resultados conjuntos

Los Resultados generados conjuntamente por las Partes (denominados "Resultados conjuntos") son propiedad conjunta de las Partes.

Los Resultados generados por las Partes sin la participación de la doctoranda son propiedad conjunta de las Partes en proporción a sus respectivas contribuciones intelectuales y financieras.

Las misiones encomendadas a la doctoranda en el marco de un contrato doctoral incluyen una misión inventiva permanente. En consecuencia y de acuerdo con la legislación vigente en materia de propiedad intelectual en Colombia y Francia, las invenciones realizadas por la doctoranda en la ejecución de su contrato pertenecen a las Partes en copropiedad en proporciones iguales.

Las Partes se comprometen a que la doctoranda sea mencionada como inventora o co-inventora en las obras realizadas por ella y a pagar a ésta la remuneración adicional prevista en el artículo L.611-7 del CPI. La doctoranda se compromete a colaborar en los procedimientos de protección y explotación de estos Resultados.

En caso de que estos Resultados cumplan los criterios de patentabilidad de los artículos L611-10 y siguientes del Código de la Propiedad Intelectual, las Partes acuerdan que la patente les pertenecerá en co-titularidad. Las Partes designarán entonces entre ellas a un administrador de co-titularidad que tendrá el mandato de administrar y controlar las patentes resultantes de los trabajos.

Los derechos respectivos de las Partes en la explotación de la patente se determinarán mediante un acuerdo de co-titularidad negociado entre ellas y que se establecerá a más tardar al mismo tiempo que la presentación de la solicitud de patente.

Los Resultados generados por un estudiante de doctorado no empleado por las Partes son propiedad conjunta de las Partes y del estudiante de doctorado. En caso de que los Resultados cumplan los criterios de patentabilidad de los artículos L611-10 y siguientes del Código de la Propiedad Intelectual, las Partes acuerdan que la patente pertenecerá conjuntamente a las Partes y al doctorando.

Se puede proponer al doctorando un contrato de cesión de derechos, a cambio de una remuneración.

Los Resultados generados por un doctorando pagado por un tercero (por ejemplo la tesis CIFRE), pertenecen en propiedad conjunta a las Partes y al empleador tercero. Debe preverse un contrato de copropiedad.